

# Acquisition de compétences pour des moyens d'existence durable

## La Déclaration de Nairobi



Nous, participants au 'Séminaire sous-régional des décideurs politiques de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP) et des Coordonnateurs des Centres UNEVOC', organisé du 22 au 25 août 2005 à Nairobi (Kenya), et représentant 13 pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Centrale, avons examiné les questions en rapport avec l'enseignement et la formation techniques et professionnels, ainsi que leurs plus larges implications socio-économiques dans la sous-région.

Réaffirmons les contributions majeures de l'EFTP à la transformation socio-économique et à la réduction de la pauvreté, à travers:

- L'établissement d'une base de connaissances, de compétences et d'attitudes qui préparent les individus aux moyens d'existence productifs et qui sont susceptibles de contribuer au développement durable.
- La formation aux compétences commercialisables et à un savoir-faire technologique répondant aux exigences contemporaines du marché de travail.
- La mise à profit des avantages acquis de l'éducation de base, tout en offrant des opportunités futures d'éducation et de formation.
- La promotion d'une culture d'innovation technologique, d'entrepreneuriat et de progrès industriels.
- La contribution à la réinsertion et à la réintégration des jeunes et d'autres populations affectés par la guerre, dans les pays sortant de guerres et de conflits civils, en vue de leur participation à la reconstruction nationale.

Sur la base des engagements pris au niveau international, et qui font appel à la diversification, au renforcement et à l'expansion de 'l'EFTP pour Tous', et en prenant en considération les deux principaux thèmes du séminaire, à savoir – **Apprendre pour le développement de compétences**, et - **Transition vers le monde du travail**, et compte tenu de l'urgence des mesures requises en cette matière, nous recommandons ce qui suit:

### ***Apprendre pour le développement de compétences***

1. L'intégration des compétences d'EFTP dans les cadres structurels de l'enseignement à tous les niveaux, aussi bien dans le secteur formel que dans le secteur non-formel.
2. L'intégration des systèmes EFTP dans les Structures nationales de qualifications pour des raisons d'articulation, d'assurance de la qualité, d'harmonisation de la certification et du transfert de crédits d'un niveau à un autre.
3. La mise en place des mesures d'action positive, en vue de répondre aux besoins des groupes vulnérables et défavorisés (comme par exemple, les individus ayant des besoins spécifiques, les filles, les femmes, les orphelins, etc.), pour leur permettre d'accéder à l'EFTP formels et non-formels et d'acquérir des compétences nécessaires à l'éducation et à la formation ultérieures, ainsi que des compétences d'existence durable.
4. La conception de l'EFTP non-formels au niveau de l'enseignement de base, pour accueillir tous ceux qui peuvent en tirer profit, quel que soit leur âge et leur statut socio-économique. L'EFTP non-formels devraient être ouverts, se prêter à l'évaluation et à la certification, et offrir des opportunités de poursuite des études vers des niveaux d'éducation et de formation plus élevés, aussi bien dans le système formel que non formel. L'EFTP non-formels devraient être assurés par un large éventail de prestataires, avec des mécanismes d'assurance de la qualité qui permettront de s'assurer de la continuité et de la standardisation des compétences.
5. L'intégration de la prévention du VIH/SIDA au centre de tous les programmes EFTP à tous les niveaux des secteurs public et privé. Le déploiement des efforts conscients pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination, et la promotion des modes de vie sains, pour s'assurer des environnements d'apprentissage sûrs et sécurisés. L'institutionnalisation des services d'orientation et de conseils au sein de l'EFTP et du secteur éducatif dans l'ensemble consistera, entre autres, en la prévention, la prise en charge et le soutien des personnes infectées et affectées par le VIH/SIDA, et en l'orientation professionnelle, etc.

### ***Transition vers le monde du travail***

6. La révision, la restructuration et l'harmonisation régulières des programmes EFTP, afin de répondre aux technologies changeantes et aux demandes de l'industrie et du commerce en perpétuelle évolution, dans un monde du travail en pleine mondialisation.
7. L'établissement des partenariats parmi les principales parties prenantes, comme condition sine qua non pour les programmes de qualité en matière d'EFTP, en vue d'assurer l'accès équitable, l'efficacité et l'efficacités. Les partenariats avec le secteur privé sont particulièrement importants pour faire acquérir les compétences et les attitudes d'entrepreneuriat.
8. L'utilisation de l'EFTP dans les pays sortant de conflits, en tant que moyen important de réinsertion des jeunes et d'autres populations affectées par la guerre dans la société civile, en les équipant de compétences appropriées et en les

impliquant dans les programmes de reconstruction nationale, à travers des moyens d'existence productifs.

9. Le recours à des méthodes novatrices d'EFTP et centrées sur l'apprenant, tels que la formation basée sur l'esprit d'entreprise avec les meilleurs supports pédagogiques disponibles, afin de former des individus compétents, créatifs, réalistes et capables de continuer à apprendre tout au long de leur vie.

Les recommandations susmentionnées pourraient être mises en application à travers des mécanismes existants, tels que le Réseau UNESCO/UNEVOC, qui facilitera la coopération et l'échange des informations parmi les acteurs de l'EFTP. Pour ce faire, les Centres UNEVOC devraient être renforcés avec des ressources supplémentaires. Le travail en réseaux devra être renforcé à travers la création des associations professionnelles de l'EFTP, au niveau tant national que sous-régional, qui défendent son programme.

Convaincus que la mise en application de ces recommandations contribuera à l'acquisition des compétences pour des moyens d'existence durable, aux économies dynamiques et au développement national,

*Au niveau national et local,*

Nous invitons les décideurs politiques, et particulièrement ceux du domaine de l'enseignement et de la formation, à s'engager à fournir les ressources et l'appui nécessaires pour la mise en application efficace de ces recommandations;

*Et au niveau international,*

Nous invitons les décideurs politiques à accorder une grande priorité à l'EFTP dans les initiatives de développement au niveau international, telles que les programmes de l'Education pour Tous (EPT), les Objectifs de développement du millénaire (ODM), la Décennie de l'éducation pour le développement durable, le NEPAD, la Commission pour l'Afrique et les programmes du G-8, en vue de mobiliser la volonté politique et les ressources requises pour réaliser entièrement le potentiel de l'EFTP comme moyen viable de croissance économique et de réduction de la pauvreté dans les pays de l'Afrique Centrale et de l'Afrique de l'Est.

**Nairobi, Kenya**  
25 août 2005

## Skills for Sustainable Livelihoods The Nairobi Declaration



We, the participants in the UNESCO ‘*Sub-regional Seminar for Technical and Vocational Education and Training (TVET) Policy-makers and UNEVOC Centre Coordinators*’, assembled in Nairobi, Kenya, from 22 to 25 August 2005, representing 13 countries in Eastern and Central Africa, have deliberated issues around TVET and its broader social and economic implications in the Sub-region.

We reaffirm the key contributions of TVET to socio-economic transformation and poverty alleviation by:

- Laying a foundation of knowledge, skills and attitudes that prepare individuals for productive livelihoods that contribute to sustainable development.
- Imparting marketable skills and technological know-how that respond to contemporary labour market demands.
- Building on the gains from basic education by providing opportunities for further education and training.
- Stimulating and promoting a culture for technological innovation, entrepreneurship and industrial growth.
- Contributing to rehabilitating and reintegrating war-affected youth and other affected populations in countries emerging from civil strife and conflict to contribute to national reconstruction.

Building upon international commitments that call for diversifying, strengthening and expanding ‘TVET For All’, and in considering the two salient themes – **learning for skills development** and **transition to the world of work**, and in view of the need for urgent action, we recommend:

### ***Learning for skills development***

1. Integrating TVET skills in education structural frameworks at all levels in both formal and non-formal sectors.

2. Incorporating TVET systems in National Qualifications Frameworks for purposes of articulation, quality assurance, harmonization of certification and credit transfer from one level to the other.
3. Taking affirmative actions to accommodate the needs of vulnerable and marginalized groups (e.g., those with special needs, girls, women, orphans) to allow them to join formal and non-formal TVET to acquire skills for further education and training and sustainable livelihoods.
4. Designing non-formal TVET at foundation level to accommodate all who can benefit irrespective of age and socio-economic status. Non-formal TVET should be open-ended, provide for assessment and certification and offer opportunities for progressing to higher levels of education and training in both formal and non-formal systems. It should be delivered through a broad range of providers with mechanisms of quality assurance that will provide continuity and standardized skills.
5. Mainstreaming HIV/AIDS prevention in all TVET programmes at all levels in both public and private sectors. Taking deliberate efforts to fight stigma and discrimination, to promote healthy life styles and to assure safe and secure learning environments. Institutionalizing guidance and counselling within TVET and the broader education sector will include HIV/AIDS prevention, care and support for HIV/AIDS infected and affected, career counseling etc.

### ***Transition to the world of work***

6. Reviewing, restructuring and harmonizing TVET programmes regularly to respond to the changing technologies and demands of industry and commerce in the globalizing world of work.
7. Establishing partnerships between key stakeholders as an essential pre-requisite for quality TVET programmes that ensure equitable access, efficiency and effectiveness. Partnerships with the private sector are particularly important for instilling entrepreneurial skills and attitudes.
8. Using TVET in countries emerging from conflict as a crucial avenue for reintegrating war-affected youth and other victims in civil society by giving them appropriate skills and involving them in productive livelihoods in national reconstruction programmes.
9. Utilizing learner-centred and innovative TVET delivery methods such as enterprise-based training (EBT) together with the best available instructional aids to prepare individuals who are competent, creative, practical and able to continue learning throughout their lives.

The aforementioned recommendations may be implemented through/by existing mechanisms/organs such as the UNESCO-UNEVOC Network, which will facilitate networking and information-sharing among TVET practitioners. To this end, national UNEVOC Centres are to be strengthened with additional resources. Networking be strengthened through the establishment of national and sub-regional professional TVET associations to champion the TVET agenda.

Convinced that the implementation of these recommendations will contribute towards skills for sustainable livelihoods, vibrant economies and national development;

*at the national and local level,*

We urge policy-makers, in particular those concerned with education and training, to commit themselves to providing the necessary resources and support to implement these recommendations effectively;

*and at the global level,*

We urge policy-makers to raise TVET to a high priority status within international development initiatives such as Education For All (EFA), Millennium Development Goals (MDG), Decade of Education for Sustainable Development (DESD), NEPAD, Commission for Africa and G-8 programmes in order to mobilise the political will as well as the resources needed to realize the full potential of TVET as a viable pathway to economic growth and poverty alleviation in the countries of Eastern and Central Africa.

**Nairobi, Kenya**

25 August 2005.